III. Le temps des guerres (1830-1870)

En 1830, bien que Lavalleja soit le personnage le plus populaire, il n'est pas accepté comme président par le Brésil, qui, d'après le traité de 1828, à droit de regard sur le gouvernement uruguayen, et c'est Fructuoso Rivera qui est élu à la présidence.







1962, n°s 697/699







Le général et président Fructuoso Rivera. Au centre : son monument

Rivera est un excellent militaire, mais un médiocre politicien. Pendant son mandat, la corruption règne, l'endettement du pays augmente, et c'est le chaos politique et économique. Lavalleja tente sans succès de le renverser.

N'ayant aucune chance d'être réélu en 1835, Rivera appuie la candidature de son ministre de la guerre, le général Manuel Oribe, lui aussi un grand nom de la guerre d'indépendance.







1961, n°s 682/684 Le général et président Manuel Oribe







, Manuel Oribe



2002, n° 2055















1986-1989, n°s 1185, 1187, 1210, 1256, 1270, 1271 & 1290

Oribe est élu, mais dès le début, le nouveau président entre en conflit avec son prédécesseur, pour deux raisons :

- Oribe amnistie Lavalleja et ses partisans, qui s'étaient soulevés contre Rivera.
- Il installe une commission pour enquêter sur la situation financière désastreuse laissée par Rivera.

Cette commission publie le gaspillage et la corruption de l'administration de Rivera. Celui-ci, se sentant acculé, n'a d'autre ressource que d'entrer en rébellion ouverte, en juillet 1836 : c'est le début d'une longue guerre civile.

Dès le début, ce qui n'était initialement qu'une petite guerre locale devient rapidement un conflit international, où l'Argentine, le Brésil, l'Angleterre et la France interviennent.

- l'Argentine : le pays était divisé en fédéralistes et unitaires. Finalement, après une longue guerre civile, les fédéralistes remportent la victoire en 1829. Le fédéraliste Juan Manuel de Rosas devient alors l'homme fort du pays, et il y régnera en dictateur de 1835 à 1852. Les unitaires s'étant réfugiés à Montevideo, Rosas s'allie à Oribe et Lavalleja pour les tenir sous contrôle.



Juan Manuel de Rosas

- Le Brésil : le pays n'a jamais digéré la perte de l'Uruguay, et craint les visées expansionnistes du dictateur argentin Rosas. Le Brésil devient donc l'allié de Rivera, contre Oribe et Rosas.
- L'Angleterre et la France : ces deux pays veulent sauvegarder leurs importants avantages commerciaux, et préserver la libre circulation sur le Río de la Plata et sur les fleuves Paraná et Uruguay, ce à quoi s'oppose Rosas. La France et l'Angleterre accordent alors leur soutien à Rivera.

La première grande bataille a lieu à Carpintería, le 19 septembre 1836. Elle oppose les forces uruguayennes et argentines d'Oribe et de Rosas, aux troupes de Rivera et des unitaires argentins. C'est une victoire pour Oribe.



1988, n° 1260 La bataille de Carpintería, en 1836

Pour reconnaître les siens, chaque camp utilise pour la première fois une couleur distinctive : le blanc pour les partisans d'Oribe (les "Blancos") et le rouge pour ceux de Rivera (les "Colorados"), donnant ainsi naissance aux deux grandes formations politiques uruguayennes, qui vont dominer la scène politique du pays pendant 150 ans : les conservateurs du Parti Blanco ou Parti National et les libéraux du Parti Colorado. Le timbre qui commémore la bataille fait allusion à ces deux couleurs.

La victoire d'Oribe à Carpintería n'est cependant pas décisive : en 1838, grâce à l'aide de la France, dont la flotte occupe le Río de la Plata, Rivera parvient à vaincre son rival, et fin 1938, Oribe est obligé de se réfugier en Argentine, chez son allié Rosas.

Le 1^{er} mars 1839, Rivera redevient président de l'Uruguay, et dès le 10 mars, il déclare la guerre à Rosas. C'est le début d'une guerre qui va durer 12 ans et qui recevra plus tard le nom significatif de "la Grande Guerre".

Cette Grande Guerre se déroule en trois épisodes :

- Une première période, de 1839 à 1843, qui se déroule presque entièrement sur le territoire argentin, et qui est en fait une guerre civile entre partisans et adversaires de Rosas. Oribe soutient Rosas, Rivera le combat. Le commandant des "anti-rosistes" est le général Juan Lavalle, jusqu'à sa défaite et sa mort en 1841.



Argentine, 1941, n° 417 Le général Juan Lavalle

Fin 1842, Oribe parvient enfin à remporter une victoire décisive sur Rivera, qui se replie dans la ville fortifiée de Montevideo. Le 16 février 1843, le siège de Montevideo par les troupes d'Oribe et les fédéralistes argentins de Rosas commence.

- Une deuxième période, de 1843 à 1851 : le siège de Montevideo. Ce siège est l'oeuvre des "Blancos" d'Oribe, soutenus par les forces terrestres et navales de Rosas. Montevideo est défendu par les "Colorados" de Rivera, soutenus par les adversaires de Rosas et par les Européens, surtout des Français et des Italiens. Le chef de la "légion italienne" est Giuseppe Garibaldi, qui combat héroïquement de 1841 jusqu'à son retour en Italie au début de 1848 aux côtés des "Colorados". Sa participation à la défense de Montevideo a forgé sa légende d'ardent combattant, qu'il confirmera ensuite en Italie.



1970, P.A. n° 359

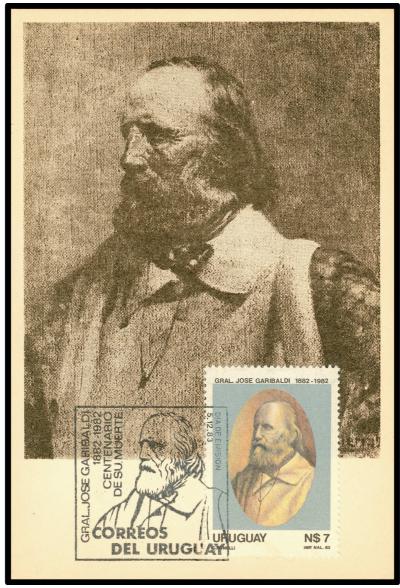


1983. n° 1134



2007, n°s 2321/2322

Giuseppe Garibaldi



Carte maximum de 1983 avec le timbre n° 1134 Giuseppe Garibaldi

Pendant ce long siège, l'Uruguay a deux gouvernements. D'abord le "Gouvernement de la Défense", avec Rivera à sa tête, jusqu'à la fin de son mandat en 1843, puis avec Joaquín Suárez à la présidence, jusqu'à la fin du siège de Montevideo début 1852. Ensuite le "Gouvernement du Cerrito", dirigé par Oribe hors des murs de Montevideo.





1896, n°s 114/116 Joaquín Suárez









1982, n° 1101

Joaquín Suárez

- Une troisième prériode, de 1851 à 1852 : la fin du siège, suite à l'intervention brésilienne. Le siège s'éternisant, avec des succès et des échecs de part et d'autre, le Brésil décide en 1851 d'intervenir. Une alliance est conclue entre le "Gouvernement de la Défense" de Montevideo, l'Empire du Brésil et les troupes "anti-rosistes" argentines, menées par Justo José de Urquiza. Cette triple alliance signifie la fin rapide du siège et de la guerre : Oribe, conscient de l'inutilité de toute résistance, décide de négocier un armistice, qui est signé le 8 octobre 1851. Ce traité est exemplaire, car il souligne les mérites des deux camps. Bien que le "Gouvernement de la Défense" soit reconnu comme le seul légitime, il est convenu que les deux partis ont oeuvré pour le bien de l'Uruguay, et qu'il ne peut donc être question de vainqueurs et vaincus.

Le grand perdant est le dictateur Rosas : l'Alliance du Brésil, de l'Uruguay et des "antirosistes" argentins se retourne contre lui. Il est définitivement battu à la bataille de Montecaseros le 3 février1852 et part le même jour en exil en Angleterre.



1999, n° 1815 La bataille de Montecaseros, le 3 février 1852,

Les alliances, les signatures et les paroles données n'ont pas grand poids dans cette longue guerre. Il suffit de citer deux exemples, l'un argentin, l'autre uruguayen.

L'exemple argentin est Juan José de Urquiza. D'abord bras droit de Rosas, il combat pour celui-ci aux côtés d'Oribe, avant de se tourner en 1851 contre Rosas, et se joindre à l'alliance du Brésil et des "Colorados" de Montevideo. C'est lui qui cause la perte de Rosas en 1852, avant d'assumer lui-même la présidence de l'Argentine en 1854.



Argentine, 1935, n° 365 Juan Justo de Urquiza

L'exemple uruguayen est le général Eugenio Garzón. D'abord partisan de Lavalleja et d'Oribe contre Rivera, il change de camp en 1838 et appuie Rivera. En 1840, nouvelle volte-face : il rejoint à nouveau Oribe et Rosas. Mais après le retournement de veste d'Urquiza, il rejoint celui-ci, et combat à nouveau Oribe! Il est désigné pour être le nouveau président de l'Uruguay, mais il meurt en décembre 1851, juste avant le commencement de son mandat.









La "Grande Guerre" laisse le pays dans une situation catastrophique : le pays est ruiné, l'endettement atteint des proportions astronomiques, la population est décimée, les récoltes sont insignifiantes et l'élevage des bovins s'est effondré.

Venancio Flores essaie en 1853 de redresser le pays en formant un triumvirat avec Lavalleja et Rivera, mais la mort de Lavalleja fin 1853 et de Rivera début 1854 le laisse seul à la tête de l'État.

Deux de ses successeurs, Gabriel Antonio Pereira (1856-1860) et Bernardo Prudencio Berro (1860-1864) tentent de réaliser la fusion entre les partis politiques, mais les antagonismes entre "Blancos" et "Colorados" sont tellement importants, que leurs efforts sont compromis par plusieurs tentatives de coup d'État des deux camps.





1862, n°s 702/703 Bernardo Prudencio Berro, président de 1860 à 1864

Un fait à signaler pendant la présidence de Berro est l'importante immigration d'un grand nombre de Suisses en 1862. La révolution industrielle et le chômage ont réduit un grand nombre de Suisses à la misère. L'Uruguay les accueille à bras ouverts en 1862, leur donne des terres fertiles et leur concède de nombreux avantages et privilèges. Les Suisses y fondent la "Colonia Suiza", qui deviendra plus tard la ville florissante de Nueva Helvecia, à 120 km. de Montevideo.









1944, n°s 552/554











1962, n°s 701/702 & P.A. n°s 232/233 L'immigration des Suisses en Uruguay en 1862

Mais l'instabilité continue à régner en Uruguay. En 1864, la situation commence à peine à se redresser que de nouvelles guerres se profilent à l'horizon. En 1864, c'est le président Atanasio Cruz Aguirre qui est au pouvoir en Uruguay pour le parti "Blanco". Son rival du parti "Colorado", Venancio Flores, est soutenu par le Brésil, qui déclare la guerre à l'Uruguay en 1864, afin de renverser Aguirre et de le remplacer par Flores.

Le colonel Leandro Gomez, pour l'Uruguay, assiégé dans la ville de Paysandú, résiste jusqu'au début de 1865 aux assauts de Flores et de ses alliés brésiliens, et préfère mourir sur place plutôt que de se rendre.

Cette guerre, facilement gagnée par le Brésil, n'est en fait rien d'autre qu'une opportunité brésilienne pour mettre son pion Venancio Flores à la tête de l'état uruguayen.



1966. n° 748



1984, n° 1138 Le colonel Leandro Gomez



2011, n° 2471



150° anniversaire de la défense de Paysandú par Leandro Gomez

Le Brésil a donc installé Venancio Flores à la tête de l'Uruguay. Cela déplaît fortement au dictateur du Paraguay, Francisco Solano López, qui estime à juste titre que l'équilibre de la région est ainsi rompu en faveur du Brésil. Mais, pour attaquer le Brésil, il commet la faute de vouloir traverser le territoire argentin sans l'autorisation du président de ce pays, Bartolomé Mitre. Celui-ci s'allie avec son ancien ennemi brésilien, et la guerre de la "Triple Alliance" (Brésil, Argentine et Uruguay) commence contre le Paraguay. La guerre est longue et atroce. Le petit Paraguay se bat avec une énergie extraordinaire contre ses puissants voisins.

Les alliés ont d'abord remporté plusieurs victoires importantes, comme dans la bataille navale de Riachuelo (11 juin 1865), dans la bataille d'Estero Bellaco (2 mai 1866) et dans la bataille de Tuyutí (24 mai 1866), mais ils subissent une défaite dans la bataille de Boquerón (18 juillet 1866).

Il faut cependant une véritable guerre d'extermination pour venir à bout, en 1870, de la résistance paraguayenne. Francisco Solano López meurt le 1^{er} mars 1870 en combattant avec ses derniers soldats.

Le Paraguay a perdu les deux tiers de sa population dans la guerre : le nombre d'habitants est réduit de 600 000 avant la guerre à 200 000 en 1870. Moins de 20% des rescapés sont de sexe masculin !



Paraguay, 1977, n° 1691 Francisco Solano López



Argentine, 1972, n° 930 Bartolomé Mitre



Brésil, 1954, n° 590 La bataille navale de Riachuelo (11 juin 1865)



Brésil, 1966, n° 797 La bataille de Tuyutí (24 mai 1866)



1999, n° 1815 La bataille d'Estero Bellaco (2 mai 1866)



1999, n° 1814 La bataille de Boquerón (18 juillet 1866)

IV. Le "Partido Colorado" au pouvoir (1870-1933)

La période 1868-1876 est une des plus confuses de l'histoire de l'Argentine. Le président Flores est assassiné le 19 février 1868, avec un de ses prédécesseurs, Bernardo Berro. Les gouvernements se succèdent et sont aussitôt renversés, les tentatives de coup d'État sont innombrables, et le pays vogue dans le chaos politique le plus total. Une des insurrections les plus sérieuses est la "Révolution des lances", qui dure de 1870 à 1872, et qui se termine par la paix du 6 avril 1872, une paix qui est d'ailleurs aussitôt rompue.

Les présidents qui se succèdent tout aussi rapidement n'ont plus aucune influence sur les événements : Lorenzo Batlle (1868-1872), Tomás Gomensoro (1872-1873), José Eugenio Ellauri (1873-1875) et Pedro Varela (1875-1876).



1998, n° 1739 La paix du 6 avril 1872





1945, n°s 564 & 565 Les présidents Ellauri (1873-1875) et Varela (1875-1876)

Un changement s'opère en 1876, après la prise du pouvoir par Lorenzo Latorre en 1876. Pendant sa présidence, de 1876 à 1880, il dirige le pays d'une main de fer, se basant sur l'armée et sur la classe économique aisée. Il entame un important processus de modernisation du pays, améliorant sensiblement l'éducation, le système judiciaire et l'infrastructure du pays (télégraphe, chemin de fer). Son autoritarisme finit par lasser, et il est renversé en mars 1880. Il part en exil en Argentine, où il meurt en 1916. Plein d'amertume, il proclame lors de son départ : "L'Uruguay est ingouvernable...".



1975, n° 932 Lorenzo Latorre

Après l'éviction de Latorre, Francisco Antonino Vidal accède à la présidence, mais l'homme fort est rapidement le général Máximo Santos, qui prend le pouvoir en 1882 et le garde jusqu'en 1886. Il est tout aussi dictatorial que Latorre, mais il n'a pas son intelligence : il favorise et développe l'armée, réprime toute opposition et censure la presse. Il vit dans un grand luxe, et se compare à... l'empereur Napoléon III. Il est renversé à son tour en 1886.



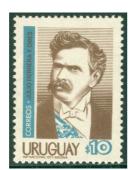
1883, n° 51



1884, n° 63

Máximo Santos

De 1886 à 1903, le parti au pouvoir est toujours le "Partido Colorado". La fraude électorale atteint des niveaux rarement égalés, et les présidents et gouvernements successifs ne se maintiennent que grâce au soutien de l'armée. L'Uruguay est officiellement une démocratie, mais les principes démocratiques sont allègrement foulés aux pieds par les présidents qui se succèdent : Máximo Tajes (1886-1890), Julio Herrera y Obes (1890-1894), Juan Idiarte Borda (1894-1897) et Juan Lindolfo Cuestas (1897-1903).



1972, n° 824 Julio Herrera y Obes Président de 1890 à 1894



1972, n° 823 Juan Lindolfo Cuestas Président de 1897 à 1903

En 1897, une grave crise économique et financière accentue encore le mécontentement général de la population, surtout du "Partido Blanco", et une nouvelle révolution éclate, menée par Aparacio Saravia. Cette révolution armée de 1897 se termine par le "Pacto de la Cruz", signé le 18 septembre 1897, mais qui n'est en fait rien de plus qu'un cessez-le-feu.

Aparicio Saravia, grâce à cette révolution, s'est propulsé à la tête du "Partido Blanco", et il mènera la vie dure au gouvernement de Montevideo jusqu'à sa mort en 1904.



1997, bloc 67 100º anniversaire de la révolution de 1897. Le bloc et le timbre montrent les chefs des insurgés du "Partido Blanco" : Aparicio Saravia (à cheval), son frère Antonio "Chiquito" Saravia et Diego Lamas



1966, n° 750



1994, n° 1477

Aparicio Saravia









1897, n°s 131/134 Signature du traité de paix après la révolution de 1897

Le président Cuestas gouvernant d'une façon de plus en plus dictatoriale, le mécontentement grandit de nouveau, surtout chez les membres du "Partido Blanco", qui est devenu le "Partido Nacional", dont Aparicio Saravia, révolutionnaire "professionnel", est devenu le leader.

En 1903, après le retrait de Cuestas, c'est José Batlle y Ordóñez, toujours du "Partido Colorado", qui accède à la présidence. Saravia reprend les armes contre Montevideo avec ses milices, et constitue un gouvernement concurrent.

Une deuxième guerre civile est évitée de justesse, mais le cessez-lefeu du 22 mars 1903 ne tient pas longtemps : Savaria reprend les armes en 1904, et se lance dans sa troisième guerre civile. Il est cependant battu par les forces régulières, et il meurt de ses blessures au combat en 1904.



2004, n°s 2176/2179 Batailles livrées par Aparicio Saravia pendant la guerre civile de 1904







1904, n°s 167/169

La paix enfin revenue, après la défaite définitive d'Aparicio Saravia dans la guerre civile de 1904

La paix revenue en 1904, José Batlle y Ordóñez peut enfin s'atteler à la tâche pour laquelle il a été élu : le redressement administratif, économique et financier du pays.

Durant ses deux mandats présidentiels (1903-1907 et 1911-1915), seulement interrompus par le passage de son partisan Claudio Williman de 1907 à 1911, José Batlle y Ordóñez effectue des réformes importantes, poursuivant le travail de Latorre commencé en 1876. Il consolide l'unité de l'État et augmente par des mesures énergiques l'efficacité de l'administration. Il fait progresser l'économie en modernisant l'agriculture, l'élevage et l'industrie. Les finances publiques sont assainies, grâce à une étatisation du secteur bancaire et des assurances.

Des mesures sociales, jusqu'alors inédites en Amérique, provoquent une hausse marquée du niveau de vie de la population, qui devient comparable à celui des pays européens. L'Uruguay est appelée "la Suisse de l'Amérique".







1956, n°s 642/643











1956, P.A. n°s 153/156 José Batlle y Ordóñez



2003, n°s 2081/2084 José Batlle y Ordóñez, président de 1903 à 1907 et de 1911 à 1915



1972, n° 825 Claudio Williman, président de 1907 à 1911

Il faut mentionner ici un épisode incroyable dans la vie de José Batlle y Ordóñez : son duel avec un opposant politique. Le jeune dirigeant du "Partido Nacional" Washington Beltrán Barbat publie en 1920 un article virulent contre les dirigeants du "Partido Colorado" dans le journal "El País". L'ex-président José Batlle y Ordóñez, s'estimant gravement offensé, provoque son opposant en duel au pistolet, et le tue le 2 avril 1920! L'appareil judiciaire ne bronche pas...



1966, n° 744 Washington Beltrán Barbat

Les quatre présidents qui succèdent à José Batlle y Ordóñez sont tous du même "Partido Colorado" et poursuivent sa politique libérale, continuant à faire de l'Uruguay un des pays les plus prospères de l'Amérique.

- Feliciano Viera (1915-1919), qui se range aux côtés des Alliés pendant la première guerre mondiale, tandis que son voisin l'Argentine penche plutôt vers l'Allemagne.
- Baltasar Brum (1919-1923), qui favorise grandement les intérêts des États-Unis en Uruguay.
- José Serrato (1923-1927), qui a été le premier président élu au suffrage universel, suivant le mécanisme prévu dans la nouvelle constitution de 1918.
- Juan Campisteguy (1927-1931), qui a le malheur de voir l'Uruguay, comme le monde entier, frappé par la crise économique de 1929.



1969, n° 777



2009, n° 2388 Baltasar Brum



1972, n° 826 José Serrato

Pour préserver les acquis de la politique de José Batlle y Ordóñez, une nouvelle constitution est préparée en 1917. Elle institue la séparation de l'Église et de l'État, et effectue d'importants changements dans l'exercice du pouvoir. Pour éviter à l'avenir les dictatures, le pouvoir exécutif est partagé entre le président, élu au suffrage universel, et le "Consejo Nacional de Administración", appelé plus simplement "Colegiado", un appareil de neuf membres. Cette constitution est approuvée par référendum le 25 novembre 1917 et promulguée en 1918. Elle est avant tout l'oeuvre de José Batlle y Ordóñez, et elle restera en vigueur jusqu'en 1933.





1918, n°s 214/215 La nouvelle constitution de 1918

Les trois premières décennies du 20° siècle comptent parmi les plus prospères de l'histoire de l'Uruguay. Le temps des révolutions, insurrections et coups d'État se termine en 1904, et profitant d'une conjoncture économique excellente, les dirigeants font enfin preuve de réalisme et de bon sens. C'est surtout l'oeuvre du "Partido Colorado", au pouvoir depuis 1865, et qui livrera tous les présidents pendant presque un siècle.

Le "Partido Blanco", qui est devenu le "Partido Nacional", a enfin compris que l'opposition politique est préférable à la guerre civile et aux conflits armés. Plusieurs grands leaders de ce parti d'opposition font preuve d'intelligence et de pragmatisme, comme Martín Casimiro Martínez et Luis Alberto de Herrera.



















1960, n°s 669/677 Martín Casimiro Martínez

Martín Casimiro Martínez (1859-1946) est l'un des membres les plus actifs dans la commission de rédaction du texte de la constitution de 1918. Il y représente le "Partido Nacional", dont il restera un des chefs les plus écoutés.











1964, n°s 719/723



1973, n° 865 Luis Alberto de Herrera

Luis Alberto de Herrera (1873-1959) se profile dès 1910 comme un des leaders les plus influents du "Partido Nacional". Il soutient l'élaboration de la constitution de 1918, ce qui entraîne une scission de son parti. Il est à six reprises le candidat malheureux pour son parti aux élections présidentielles. Il soutient activement le coup d'État et la dictature de Gabriel Terra à partir de 1933. Son pragmatisme le fait régulièrement prendre des virages plutôt surprenants, au point que son idéologie, difficile à classifier, est appelée... le "Herrerismo".

V. Vers l'Uruguay moderne (1933-...)

Dans un climat de crise économique, Gabriel Terra, toujours du "Partido Colorado", est élu à la présidence en 1931. Constatant que le système de gouvernement, instauré par la constitution de 1918, fonctionne de moins en moins bien, il s'adjuge tous les pouvoirs le 3 mars 1933. Il dissout le parlement, censure la presse, et supprime le "Consejo Nacional de Administración". Sa dictature de type fasciste est soutenue par l'armée, par les partisans de Luis de Herrera, et, du moins au début, par une grande partie de la population.

Terra nomme sa dictature "la Troisième République", et réunit en 1933 une assemblée constituante. La nouvelle constitution, qui entérine la dictature, est promulguée en 1934.











1933, n°s 456/460 Réunion de l'Assemblée constituante de 1933

















1934, n°s 469/476

Premier anniversaire de la Troisième République, instaurée par Gabriel Terra

En 1938, Terra cède le pouvoir à son beau-frère Alfredo Baldomir, qui occupe la présidence de 1938 à 1943. Plus par nécessité que par principe, il rétablit progressivement les libertés individuelles, et le 21 février, il supprime la constitution de 1934 et la remplace par une nouvelle, qui ressemble beaucoup à celle de 1918. La promulgation de cette nouvelle constitution, qui rétablit la démocratie, est connue en Uruguay sous le nom de "bon coup d'État" (*Golpe bueno*).

C'est pendant la présidence de Baldomir, en pleine deuxième guerre mondiale, que l'Uruguay se montre de plus en plus hostile à l'Allemagne, et que se situe l'épisode du cuirassé allemand "Admiral Graf Spee". Ce cuirassé de la Kriegsmarine, fortement endommagé dans la bataille navale du Río de la Plata contre la Navy britannique, se réfugie le 13 décembre 1939 dans le port de Montevideo. Suivant en cela la Convention de La Haye, l'Uruguay n'accorde que 24 heures – élargies à 72 heures – au navire allemand, alors que les réparations demandent au moins deux semaines. Ayant le choix entre le départ de Montevideo avec la très probable destruction en mer par les navires anglais et le sabordage du navire, le capitaine de vaisseau Langsdorff choisit cette deuxième solution. Il saborde le "Graf Spee" le 18 décembre, et met son équipage à l'abri avant de se suicider.



Falkland Islands, 1974, n° 233 Le cuirassé allemand "Admiral Graf Spee"



Falkland Islands, 1989, n° 528 Le capitaine de vaisseau Hans Langsdorff

Les successeurs de Baldomir, toujours du "Partido Colorado", sont Juan José de Amézaga (1943-1947), Tomás Berreta (1947), Luis Batlle Berres (1947-1951) et Andrés Martínez Trueba (1951-1952).



1969, n° 784 Tomás Berreta



1966, n° 742 Luis Batlle Berres



1972, n° 827 Andrés Martínez Trueba

Ils profitent tous d'un climat politique favorable, grâce au retour de la démocratie, et d'une excellente situation économique, surtout basée, comme en Argentine, sur l'exportation de viande bovine vers l'Europe. Tous font partie du "Partido Colorado", et l'Uruguay se croit retourné au bon temps du président José Batlle y Ordóñez.

En 1951, une nouvelle réforme constitutionnelle a lieu, dans le but de rétablir le "Consejo Nacional de Administración", qui avait été aboli en 1933 par Gabriel Terra. Cette réforme, approuvée fin 1951 par référendum et promulguée le 25 janvier 1952, gardera sa validité de 1952 à 1967. Le pouvoir exécutif est placé entre les mains d'un collège de neuf membres, qui forment le "Consejo Nacional de Gobierno". Six membres de ce Conseil proviennent du parti majoritaire, trois du parti minoritaire. Les décisions sont prises à la majorité, et le président n'est en fait plus le chef de l'État, mais le "premier des neuf".

Le premier président de ce collège est d'abord Andrés Martínez Trueba (1952-1955), qui était déjà le président élu. À partir de 1955, la présidence change pratiquement tous les ans, et à partir de 1959, ce sont enfin, pour la première fois depuis presque un siècle, des membres du "Partido Nacional" qui accèdent à la présidence, comme Benito Nardone (1960), Eduardo Victor Haedo (1961), Daniel Fernández Crespo (1963) et Washington Beltrán Mullin (1965).





1965, n°s 727/728 Benito Nardone



1993, n° 1452 Eduardo Victor Haedo



1966, n° 743 Daniel Fernández Crespo



2006, n° 2287 Washington Beltrán Mullin

Mais la situation économique de l'Uruguay se détériore rapidement. Le pays connaît une chute vertigineuse de l'exportation de la viande bovine. L'inflation est galopante, et provoque une crise bancaire sans précédent.

Cela engendre une dégradation rapide de la situation sociale, avec la misère, la famine et le chômage, et les forces de gauche (socialistes, communistes, anarchistes) deviennent de plus en plus remuantes. Les États-Unis, voulant à tout prix éviter un nouveau Cuba, où Fidel Castro avait pris le pouvoir au début de 1959, appuient et entretiennent les gouvernements successifs, à condition qu'ils combattent par tous les moyens la montée de la gauche. La CIA devient très active en Uruquay.

L'extrême-gauche réagit en formant à partir de 1965 des mouvements armés dirigés contre la droite : ce sont les *Tupamaros*, dont les méthodes sont carrément terroristes : enlèvements, assassinats, plasticages, attentats à la bombe, etc.

Le nom "Tupamaros" est dérivé de Túpac Amaru, un cacique indien qui prit en 1780 la tête d'un mouvement de révolte contre les colons espagnols. Avant de mourir après d'horribles tortures, il s'écria : "Je reviendrai, et je serai alors des millions".



Pérou, 1980, n° 689 Túpac Amaru

La réaction de l'extrême-droite est tout aussi vigoureuse : des commandos armés, soutenus en sous-main par la CIA américaine, répondent avec la même brutalité. Ce sont les "escadrons de la mort". L'Uruguay nage dans l'horreur.

Le gouvernement collectif, en vigueur depuis 1952, s'avère rapidement totalement inefficace, et en 1967, l'on décide de retourner au système antérieur, où l'exécutif est entre les mains du président élu, assisté du "*Consejo Nacional de Administración*" (le "Colegiado"), comme en 1918. C'est la deuxième fois que l'on revient à ce système, instauré en 1918, qui s'avère le meilleur pour l'Uruguay.

Le président élu en 1967 est Óscar Diego Gestido, du "Partido Colorado", mais il meurt après quelques mois, et c'est son vice-président, Jorge Pacheco Areco, qui continue son mandat jusqu'en 1972.



1968, n° 773 Óscar Diego Gestido



1968, n° 762 Jorge Pacheco Areco (à gauche)

Soutenu par les États-Unis, il se situe très à droite, interdisant les partis de gauche, supprimant la liberté de la presse et introduisant la censure. La répression est partout, la détention sans inculpation, la torture et l'assassinat sont choses courantes. Le seul succès que Pacheco peut mettre à son actif est une stabilisation sur le plan économique et financier, grâce à des mesures de planification exceptionnelles.

N'ayant pas réussi à obtenir un deuxième mandat, Pacheco parvient à faire élire en 1971 son dauphin, le général Juan María Bordaberry, qui occupe la présidence de 1972 à 1976.

Avec son gouvernement, soutenu par les éléments les plus conservateurs et par l'armée, il continue la politique autoritaire et répressive de son prédécesseur. Les chefs militaires sont de plus en plus puissants, et ils prennent le pouvoir par un coup d'État le 27 juin 1973. Bordaberry garde la présidence, mais il doit se borner à entériner les mesures prises par les généraux.

Ceux-ci parviennent, par des actions militaires de grande envergure, à battre les Tupamaros, qui sont contraints, du moins ceux qui ont échappé à la prison, à la torture et à la mort, à la fuite et à l'exil.

La dictature militaire, d'une extrême rigueur, ne connaît qu'un seul système politique : la répression. Elle va durer de 1973 à 1985. Après l'élimination des Tupamaros, rares sont les Uruguayens qui osent manifester leur opposition. Certains de ces opposants ont été honorés par un ou plusieurs timbres, comme :

- Les deux opposants les plus célèbres, dont la mort à suscité l'indignation du monde entier, sont le sénateur Zelman Michelini et le député Héctor Gutiérrez Ruiz, tous deux membres du "Partido Nacional". Ils étaient partis en exil à Buenos Aires, mais ils y sont enlevés le 18 mars 1976, et l'on retrouve leurs cadavres trois jours plus tard.



1986, n° 1194 Zelman Michelini



1986, n° 1205 Héctor Gutiérrez Ruiz

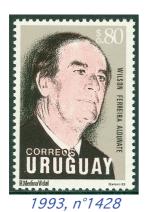






2006, n°s 2269/2271 Zelman Michelini et Héctor Gutiérrez Ruiz

- Wilson Ferreira Aldunate, qui est obligé de s'exiler pendant la dictature militaire à Buenos Aires, d'où il mène une opposition vigoureuse et infatigable. Il ne rentre en Uruguay qu'en 1984, où il est d'abord emprisonné par les militaires.







1998, n° 1706

2019, n° 2930

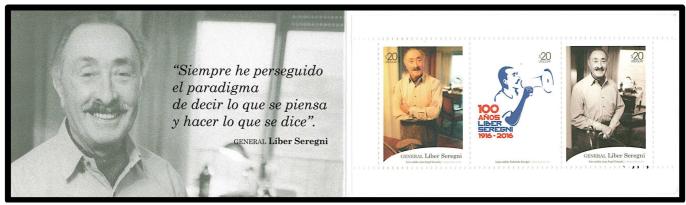


2003, n°s 2097/2100 Wilson Ferreira Aldunate, leader en exil de l'opposition à la dictature

- Le général Liber Seregni, qui se désolidarise des méthodes employées par l'armée et qui s'oppose fermement à la dictature militaire. Il passe la majeure partie de la dictature (1973-1974 et 1976-1984) en prison, dans des conditions très dures.



2005, n°s 2220/2223 Le général Liber Seregni



2016, carnet C2826 Le général Liber Seregni

En 1980, voulant affirmer sa légitimité, l'armée organise un référendum concernant sa manière de gouverner, mais elle est désavouée par plus de 57 % des votants. Se rendant alors enfin compte de son impopularité, l'armée entame un très lent retour à une vie politique normale, avec une légère libéralisation et la reprise du dialogue avec les partis politiques. Les généraux annoncent qu'ils rendront le pouvoir aux autorités civiles

Les manifestations en faveur du retour à la démocratie commencent en 1983, et des élections libres sont enfin organisées le 1^{er} mars 1985. Julio María Sanguinetti, du "Partido Colorado", gagne ces élections, et assume la présidence de l'Uruguay de 1985 à 1990. Il exercera un deuxième mandat de 1995 à 2000, après la présidence de Luis Alberto Lacalle (1990-1995), du "Partido Nacional".



1998, n° 1727



1998, n°1750



1998, n° 1779

Les manifestations de 1983 à Montevideo contre la dictature 1^{er} mai 25 septembre 27 novembre

Bien que la libéralisation était amorcée depuis 1983, la date officielle de la fin de la dictature reste le 1^{er} mars 1985. Cette date du retour à la démocratie a été commémorée par plusieurs timbres.







1985, n° 1163

2010, n° 2438

2015, n° 2745

Commémorations du retour à la démocratie en 1985

En 2000, le successeur de Sanguinetti est Jorge Battle, lui aussi du "Partido Colorado". Il est confronté à une très grave crise financière, engendrant la faillite de nombreuses banques. Après lui, la gauche vient au pouvoir, avec les présidences de Tabaré Vázquez (2005-2010 et 2015 à...) et de l'ex-Tupamaro José Mujica (2010-2015). Les pricipaux leaders de la dictature sont traduits en justice et condamnés pour crimes contre l'humanité. L'Uruguay retrouve enfin une certaine tranquillité.

En 2016, la poste uruguayenne a émis un timbre pour commémorer le 180° anniversaire du Partido Nacional. Ce parti a été créé en 1836 par Oribe, et s'appelait alors le *Partido Blanco*, par opposition au *Partido Colorado* de Rivera. On y voit cinq grandes figures de l'histoire de ce parti : de gauche à droite, Luis Alberto de Herrera, Leandro Gomez, Manuel Oribe, Aparicio Saravia et Wilson Ferreira Aldunate.



2016, n° 2798 180° anniversaire du Partido Nacional

Annexe: Artigas sur timbres d'usage courant

Tout comme c'est le cas avec Bolívar au Venezuela, la grande majorité des timbres-poste d'usage courant uruguayens sont consacrés à José Gervasio Artigas, le héros national de l'Uruguay. Les premiers timbres à son effigie ont été émis en 1883, et actuellement encore, les nouvelles émissions de timbres d'usage courant nous montrent encore toujours son portrait. Je ne présente ici qu'une partie de ces innombrables émissions.



1883, n° 52





















































1912-1918, n°s 198/210 (Michel: n°s 195/199, 203/212 & 213/216)









































































































1928-1949, n°s 345/358, 423/434, 443, 477, 484/486, 493/500, 547/551 & 596 (Michel: n°s 352/365, 454/466, 474/477, 514, 544/553, 564 I/564 II, 638/642 & 744)









1929, n°s 377/380 (Michel: n°s 386/389)















1932-1933, n°s 435/441 (Michel: n°s 467/473)







1935, n°s 487/489 (Michel: n°s 554/556)































































1939-1965, n°s 510/516, 511/528, 574/580D, 654/654A, 679 & 737 (Michel: n°s 580/586, 609/626, 756, 817, 889, 890 & 1024)











1941-1953, n°s 517/520 & 619 (Michel: n°s 587/590 & 772)





























1972-1974, n°s 841/850 & 873/876













1975-1976, n°s 920/923, 944 & 946



















1976-1980, n°s 952, 968/969, 1032/1036 & 1049



































1980-1985, n°s 1059/1064, 1085, 1097/1100, 1111/1113 & 1164/1166

























1986-1990, n°s 1190, 1191, 1192, 1212, 1215, 1216, 1257, 1292, 1295, 1312, 1315 & 1322



















2014, n°s 2673, 2674, 2678, 1679, 2682, 2683, 2702, 2706 & 2707













2015-2016, n°s 2721, 2722, 2723, 2738, 2740 & 2743











2016, n°s 2786/2790











2017, n°s 2835/2838 & 2842











S 100

URUGUAY José G. Stringas

'L. Zorilla de Sán Martin

2018, n°s 2873/2878





2018, n°s 2918 & 2919











2019, n°s 2926/2928 & 2934/2935

L'Uruguay foisonne de statues et de monuments à la gloire du héros national, José Gervasio Artigas. Il a également sa statue dans d'autres pays, comme à Washington D.C., à New York, à Caracas, à Quito, à Mexico City, à Buenos Aires, à Athènes, etc.

Il est étonnant que de nombreuses statues sont pratiquement identiques : ce sont surtout des statues montrant Artigas fièrement debout, tenant son chapeau dans la main droite, d'après une oeuvre du sculpteur uruguayen Juan Manuel Blanes.

Une belle exception est le monument équestre d'Artigas à Montevideo, sur la Plaza Independencia. C'est une oeuvre du sculpteur italien Angelo Zanelli, qui fut inaugurée en 1923.

En 1977, le mausolée d'Artigas est inauguré à Montevideo.







1899-1900, n°s 143 & 144 Statue d'Artigas à San José de Mayo

1998, n° 1744



1974. n° 889 Statue à Buenos Aires



1904. n° 160 Statue à Fray Bentos



1974. n° 894 Statue à Minas





1923, n°s 257/259 Statue équestre d'Artigas à Montevideo



1975, P.A. n° 400 Statue équestre d'Artigas à Montevideo



1977, n° 975 Mausolée d'Artigas à Montevideo

Bibliographie

La bibliographie concernant l'Uruguay est avant tout indirecte : je n'ai trouvé aucun livre en français, néerlandais, anglais ou espagnol traitant de l'hitoire de l'Uruguay. J'ai dû rechercher l'histoire de ce pays en employant des livres des pays voisins : le Brésil, l'Argentine, et en moindre mesure le Paraguay.

- Histoire du Brésil. Bartolomé Bennassar & Richard Marin, Ed. Fayard, 2000
- *Histoire du Brésil*. Frédéric Mauro, série "Que sais-je?", Presses Universitaires de France, Paris, 1963
- *La République argentine,* Jean Touchard, série "Que sais-je?", Presses Universitaires de France, Paris, 1949
- Breve Historia de la Argentina, José Luis Romero, éd. Tierre Firme, Fondo de Cultura económica, Argentina, 2006
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu Wikipedia.